Zeitschrift: Domaine public

Herausgeber: Domaine public

Band: 26 (1989)

Heft: 969: Le dossard 153 : la Suisse à la Banque mondiale et au Fonds monétaire international

Artikel: Les instruments d'un ordre financier planétaire

Autor: [s.n.]

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1011239

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 14.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Les instruments d'un ordre financier planétaire

La naissance

Les deux jumeaux de Bretton Woods, le Fonds monétaire international et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), ont été conçus avant que la guerre soit achevée, en 1944. Quand quelques centaines de délégués se retrouvent dans le New Hampshire, le 1er juillet, Paris n'est pas encore libéré. Dans la raison sociale de la Banque, reconstruction a son sens plein et développement n'a pas une acception uniquement tiers-mondiste. Il s'agit de tirer les leçons de l'histoire encore brûlante. Les erreurs du Traité de Versailles et la gestion catastrophique de la crise de 1930 ont conduit à la folie guerrière et meurtrière. Ne pas répéter! Keynes, ne l'oublions pas, est un des cofondateurs des institutions de Bretton Woods.

Quand en 1946 les institutions entrent en fonction sur mandat des Nations-Unies, la guerre est finie, Roosevelt est mort, le Japon a connu le feu nucléaire.

Aujourd'hui l'Allemagne fédérale et le Japon sont, privilèges des grands, membres permanents du Conseil des institutions. L'histoire n'a pas bégayé. Même si les outils financiers de Bretton Woods n'ont pas été pleinement utilisés, le plan Marshall s'étant par exemple substitué à ce qui aurait dû être le rôle de la Banque, la vision était aiguë. Dont acte, à cette naissance.

La BIRD est communément appelée Banque mondiale, alors que l'on nomme «Groupe Banque mondiale» la BIRD et d'autres institutions financières mises sur pied par la suite (→ p. 29).

Le fonctionnement

La Banque mondiale a un fonctionnement simple. Elle appartient aux souscripteurs qui ne peuvent être que des Etats — aujourd'hui 152, ce qui est une approche de l'universalité.

Les Etats souscrivent des parts; chacune vaut approximativement (référence 30 juin 1989) 120'000 dollars. Seule une fraction du capital est réellement versée, soit 8,5 milliards de dollars. Les montants souscrits, donc susceptibles d'être appelés, représentent 107 milliards de dollars.

Avec la garantie de son capital social, la Banque procède à des emprunts. Elle opère sur les places financières où les conditions sont avantageuses. La Suisse joue de ce point de vue un rôle essentiel. Sur 75 milliards de dollars d'emprunt à court ou à long terme, 8,5 milliards le sont en francs suisses; les swaps (→ encadré ci-dessous) en francs suisses sont particulièrement importants (5,4 milliards). Le coût des emprunts sur le marché suisse est de 5,73% contre une moyenne générale de 7,72% (exercice 88-89).

Le **swap** est une opération où le vendeur de devises les cède au comptant et s'engage à les racheter à terme. Il est ainsi intéressant d'échanger, provisoirement, des francs français à 11,05% contre des francs suisses à 5,44% (chiffres juin 1988 – juin 1989).

En reconnaissance de ces services financiers rendus, les entreprises suisses, bien que notre pays ne soit pas membre, sont autorisées à participer, en dérogation au règlement, aux soumissions internationales des investissements que finance la Banque.

Avec l'argent dont elle dispose la Banque encourage des projets de développement. Nous reviendrons plus loin sur cet aspect de son activité.

Mais il faut savoir que la Banque est une affaire prospère pour deux raisons. Elle prélève comme n'importe quel institut de crédit une marge entre les intérêts passifs qu'elle doit débourser et les intérêts des prêts qu'elle offre: cette rentabilité est de 1,89%, ce qui est correct. S'y ajoute le rendement du placement des liquidités, de l'ordre de 8,2%.

La deuxième raison est moins connue. La Banque n'accepte ni moratoire, ni rééchelonnement.

Ses créances sont en quelque sorte prioritaires. Le résultat a été à la mesure de ces dispositions: plus d'un milliard de dollars de bénéfice pour l'exercice 88-89. Mais aussi plus de 20 milliards de crédits distribués.

L'organisation est également simple. Chaque pays dispose d'un nombre de voix correspondant à sa souscription; les petites nations bénéficient de quelques voix de base supplémentaires. Les gouverneurs (ainsi nomme-t-on le représentant d'un Etat membre auprès de

la Banque) de chaque pays constituent l'Assemblée générale. Elle désigne les administrateurs, au nombre de 22. Ils sont regroupés par régions, souvent fort composites. Ainsi Paul Arlam, Pays-Bas, représente: Chypre, Israël, les Pays-Bas, la Roumanie et la Yougoslavie.

Cinq administrateurs sont désignés directement par leur gouvernement. Ces pays ayant droit à un siège permanent sont: les Etats-Unis, 17,47% des voix; le Japon, 9,34%; l'Allemagne fédérale, 6,94%; le Royaume-Uni, 5,84%; la France, 3,85%.

Le directeur général de la Banque est traditionnellement un Américain. Robert McNamara la dirigea avec autorité dans les années septante et mit en place le premier une stratégie de lutte contre la pauvreté. Aujourd'hui, c'est un proche de Ronald Reagan, Barber B. Conable, qui assume cette fonction.

La Banque compte quelque 6200 employés à son service.

Le Fonds monétaire international a un but précis que définit l'article I, alinéa V, de ses statuts: «Donner confiance aux Etats membres en mettant les ressources générales du Fonds temporairement à leur disposition moyennant des garanties adéquates, leur fournissant ainsi la possibilité de corriger les déséquilibres de leurs balances des paiements sans recourir à des secours préjudiciables à la prospérité nationale et internationale.»

Dans ce but a été créé une sorte de mutuelle. Chacun contribue en fonction de sa force économique et paie les trois quarts de sa part dans sa monnaie nationale et le quart dans une monnaie forte et convertible, voire à l'origine en or. Le FMI émet, en plus, sa propre monnaie, les DTS (→ p.30).

L'ensemble de ces fonds permet d'accorder à un pays qui a une balance des paiements dangereusement défectueuse des prêts en monnaie forte. Ces liquidités doivent faciliter des mesures de redressement dont le pays solliciteur donne connaissance au Fonds par une lettre d'intention, qui doit être agréée. Les apparences du respect de sa souveraineté sont ainsi sauvegardées. Ces mesures, inévitablement et par absence de choix, sont des mesures d'austérité classique (dévaluation, réduction du déficit public, relèvement des prix par suppression de subvention ou augmentation des tarifs publics, blocage des salaires, etc...). Le mélange hausse brutale (40% par exemple dans certains cas) de certains prix de base, sans adaptation des salaires est évidemment explosif.

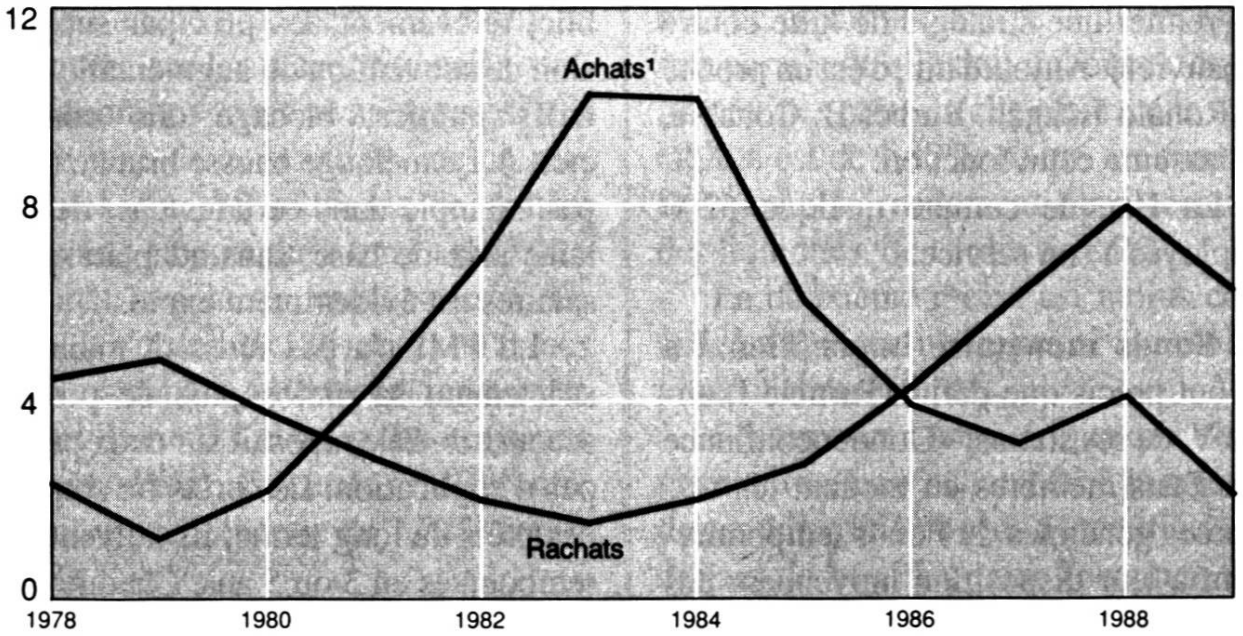
Le FMI n'a pas réussi à maintenir strictement sa philosophie de premier secouriste. Elle reposait sur deux principes d'application. Les prêts ne sont pas des prêts de long terme; ils doivent être remboursés en 3 ou 5 ans. Chaque pays ne peut pas tirer sur le Fonds un montant qui excède sa quote-part. En réalité, il y a un processus mille-feuilles: premières tranches de libre accès, tranches autorisées par le Conseil, facilités exceptionnelles permettant de dépasser le 100%.

Le Fonds a dû dans de nombreux cas allonger la durée de remboursement et par de nouveaux prêts rééchelonner les

anciens. Les garde-fous ont donc sauté. Des pays en difficulté ont tiré plusieurs fois leur quote-part. Par exemple, le Mexique: quote-part 1,1 milliard de DTS, utilisation des ressources du Fonds 3,4 milliards; comparé au Japon: quote-part 4,2 milliards, utlisation des ressources du Fonds, zéro. Le Fonds souffre en conséquence d'un excédent de monnaie faible. Il est donc obligé de reconstituer régulièrement ses ressources, déjà huit fois, en mettant à contribution ses gros souscripteurs.

Le mécanisme de ces reconstitutions est digne d'observation. A une augmentation générale pour tous s'ajoute une augmentation différenciée qui tient compte des performances économiques des contributaires. En particulier sont pris en considération le revenu national, les réserves de change et la balance des paiements. Comme les quote-parts dé-

FMI – Evolution des crédits et des remboursements en milliards de DTS



[1] Non compris les achats effectués dans la tranche de réserve.

Les **achats** représentent les crédits accordés, alors que les **rachats** sont des sommes remboursées par les pays emprunteurs.

Source: FMI, Rapport annuel 1989.

terminent le nombre de voix, toute reconstitution établit un classement international de la force économique des nations.

Mais les reconstitutions, si elles permettent de nouveaux prêts, n'allègent pas la dette des pays qui ont le plus «tiré» sur le FMI. Aussi les flux sont-ils devenus négatifs, les remboursements qu'exécutent les pays endettés excédant les avances dont ils peuvent bénéficier.

Le Fonds est pourtant intransigeant à l'égard des pays qui ne tiennet pas leurs engagements. Ils sont déclarés «irrecevables». Sont ainsi frappés d'interdit le Vietnam (1985), le Guyana (1985), le Libéria (1986), le Soudan (1986), le Pérou (1986), la Zambie (1987), la Sierra Leone (1988) et, dernière en date, la Somalie (6 mai 1988). Car la croissance des arriérés a passé de 489 millions de DTS en 1986 à 2801 en 1989.

L'irrecevabilité est une sanction grave; elle condamne pratiquement le pays frappé à ne plus recevoir de crédits commerciaux. Toutefois le Fonds s'efforce par divers moyens et en collabroation avec la Banque mondiale de mettre en place des moyens de dépannage.

Cela fait partie de son évolution, comme la création des FAS ou des FASR (→ p. 31) qui sont au Fonds ce que l'IDA (→ p. 29) est à la Banque mondiale.

La présidence a souvent été assumée par des Français, encore aujourd'hui M. Camdessus.

1700 personnes sont employées au service du Fonds.

L'évolution

Le Fonds monétaire international, à l'origine, n'a pas joué pleinement le rôle qui lui était dévolu. La sortie de la guerre s'est faite à travers des accords bilatéraux, la liberté des changes n'était pas instaurée, ni les monnaies européennes convertibles. Les Etats-Unis exerçaient directement leur leadership: la convertibilité du dollar en or, à un taux fixe, témoignait de leur orgueilleuse assurance.

Dès 1960 s'affirment les premières demandes, celles des anciennes colonies devenues indépendantes, et celles des pays européens confrontés aux risques de dévaluation. Ce sont toutefois des demandes limitées, car les puissances européennes s'assurent entre elles par les Accords généraux d'emprunt (➔ p. 33) et trouvent sur l'euro-marché des capitaux abondants.

1973 marque un premier tournant. Le dollar s'est détaché de l'or; il n'a plus de compte à rendre au moment où s'amorcent les premiers déficits commerciaux des Etats-Unis. Le choc pétrolier aggrave le déficit des pays en développement non producteurs de pétrole. Mais les Etats endettés obtiennent un financement facile auprès des banques commerciales, notamment américaines, Citibank en tête, qui trouvent là, vu les conditions, des profits assurés, jusqu'à 25% de leur bénéfice total. Dès 1982, le Mexique au bord de la faillite exige des mesures considérables d'intervention. Le FMI, qui craint de graves lézardes dans le système bancaire américain, soutient avec force, rééchelonne à tour de bras, mais dès lors le poids de la dette devient écrasant. Les politiques et les experts cherchent aujourd'hui des ratios: au maximum 10%, c'est la thèse du président péruvien Garcia, ou 25, voire 30% des recettes d'exportation. L'accumulation des charges, les échecs de nombreux plans de redressement, les transferts négatifs posent, enfin, le problème du désendettement et de la reprise des prêts commerciaux, tel que le fait le plan Brady.

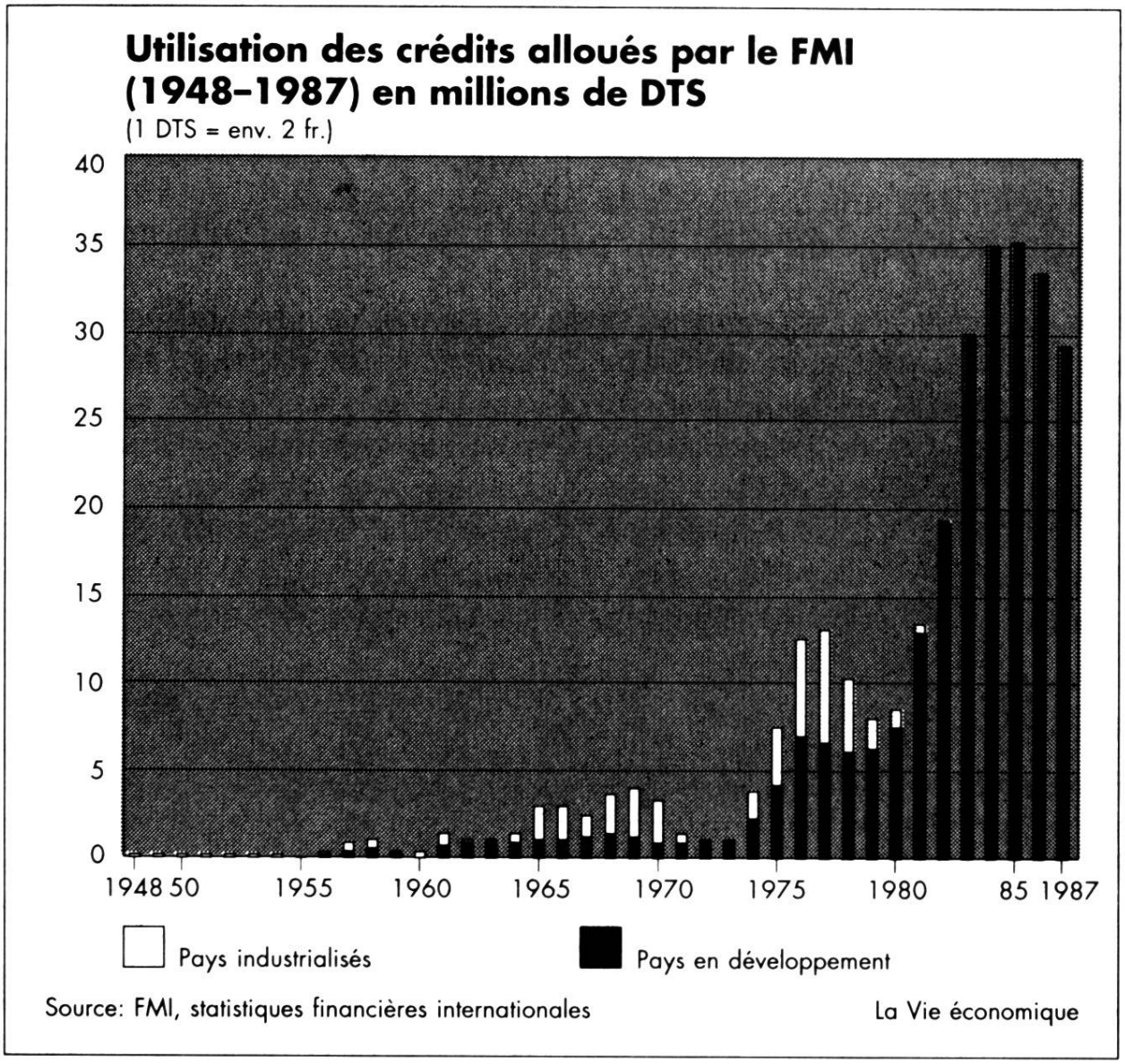
Le FMI n'a donc joué qu'un rôle médiocre dans les arbitrages monétaires des pays industrialisés — en raison notamment de la concurrence d'autres groupements de nations, comme le G5 et le G7 (➔ p. 34) — mais il est devenu l'interlocuteur obligé des pays en développement, sollicité dès 1982 alors que le mal de l'endettement était engagé hors de son contrôle. Lorsqu'il est intervenu, c'est «sous condition», exigeant que soient appliquées des recettes souvent abstraites, passe-partout, voulant des résultats immédiats, des performances quand les problèmes étaient souvent structurels et de lente évolution.

La courbe des prêts annuels du FMI est en soi une leçon d'histoire et d'économie (➔ graphique ci-contre).

Mais incontestablement, si les remèdes efficaces n'ont pas encore été trouvés, la manière de penser a commencé à évoluer avec prudence et paternalisme.

Comme illustration, cette citation du dernier rapport annuel: «Le Conseil d'administration a recommandé que les services du Fonds consacrent davantage de recherches à la lutte contre la pauvreté, effectuent plus d'études concernant les actions à mener dans ce domaine et accroissent les programmes internes de formation qui s'y rapportent; ils ont également recommandé que les services prennent en considération les questions liées à la répartition du revenu lors des consultations annuelles et de la négociation des programmes avec les pays membres. Les administrateurs sont cependant convenus que puisqu'en dernière analyse c'est aux pays membres qu'il appartient de décider des choix sociaux qu'implique l'ajustement, la répartition du revenu ne devrait pas être l'un des critères qui entrent en ligne de compte dans la conditionnalité du Fonds.»

La Banque mondiale est un formidable champ d'expériences, avec beaucoup de ratages. Se confrontent sur le terrain des



partis pris économiques qui privilégient certains types de projets: barrages et production d'énergie, irrigation, assainissement des bidonvilles, développement de l'enseignement professionnel et rural, spécialisation agricole ou encouragement des cultures vivrières, promotion des industries d'exportation; la liste n'est pas exhaustive.

Un tableau fait bien ressortir les priorités de la Banque mondiale (➔ ci-dessous).

Zaki Laïdi (op. cit.) illustre excellemment les difficultés d'application d'une idée bonne en intention. Par exemple développer, disent les experts, un enseignement simple, utile au perfectionnement agricole afin de favoriser la classe paysanne. Déception! Ces écoles sont fréquentées au tiers de leur capacité d'accueil, car une filière qui vous enferme dans votre statut social est perçue négativement; les parents voient en effet dans l'école une possibilité d'ascension sociale pour leur enfant (➔ tableau ci-contre). La situation en Occident n'est d'ailleurs guère différente.

Des budgets d'éducation apparemment généreux peuvent révéler de significatives distorsions. L'éducation absorbe 45% du budget de la Côte d'Ivoire, mais le taux de scolarisation du primaire ne dépasse pas 60%, alors que le luxe universitaire est impressionnant.

Les priorités successives de la Banque mondiale (en pourcentage du total des prêts)

Année	1950	1965	1975	1989
Transports et télécommunications	12.9	37	16.7	9
Energie électrique	28.2	30	8.5	14
Agriculture	9.2	15	31.5	19
Industrie	5	10	13.4	n.d.
Education	—	3	3.8	4
Urbanisme	—	—	1.6	7
Reconstruction	35.9	—	—	—
Prêts d'ajustement	—	—	—	25
Priorités opérationnelles	Reconstruction de l'Europe	«Aide-projet»	Développement rural et projets sociaux	Ajustement structurel

Source: Banque mondiale, cité par Zaki Laïdi, *in Enquête sur la Banque mondiale.*

Coefficient de remplissage des établissements d'enseignement général et professionnel dans le tiers monde	
Filière d'enseignement général	Filière professionnelle
Ecoles secondaires: 110% Université: de 139 à 162%	Ecoles secondaires professionnelles: 90% Universités techniques ou agricoles: 76% Ecoles d'ingénieurs: 57% Enseignement rural: 33%
Source: Etude faite à partir de 50 projets éducatifs financés par la Banque mondiale, cité par Zaki Laïdi.	

Que de projets veulent toucher une population ciblée! Mais qu'est-ce qu'un revenu en-dessous de la moyenne dans un pays sans statistiques et sans fiscalité moderne?

Les professionnels de la Banque mondiale se heurtent à des structures sociales. Le pouvoir s'appuie sur une classe urbaine privilégiée ou le clientélisme est roi; ces favoris du régime ont une capacité exceptionnelle à détourner à leur profit des mesures destinées aux non-privilégiés; ils sont prompts à crier à la violation de la souveraineté nationale quand par conditions imposées et contrôle ils sont pris la main dans le sac.

La richesse d'expériences accumulées par la Banque, la qualité de ses informations en font, quels que soient ses défauts de grande organisation aux inévitables lourdeurs bureaucratiques et technocratiques, un lieu irremplaçable d'action, d'information et d'élaboration de stratégies.

Mais on ne peut en être membre sans avoir aussi adhéré au FMI.